

Comité du programme et budget

Quarantième session
Genève, 15 – 19 juin 2026

RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU CORPS COMMUN D'INSPECTION (CCI)

établi par le Secrétariat

I. Vue d'ensemble

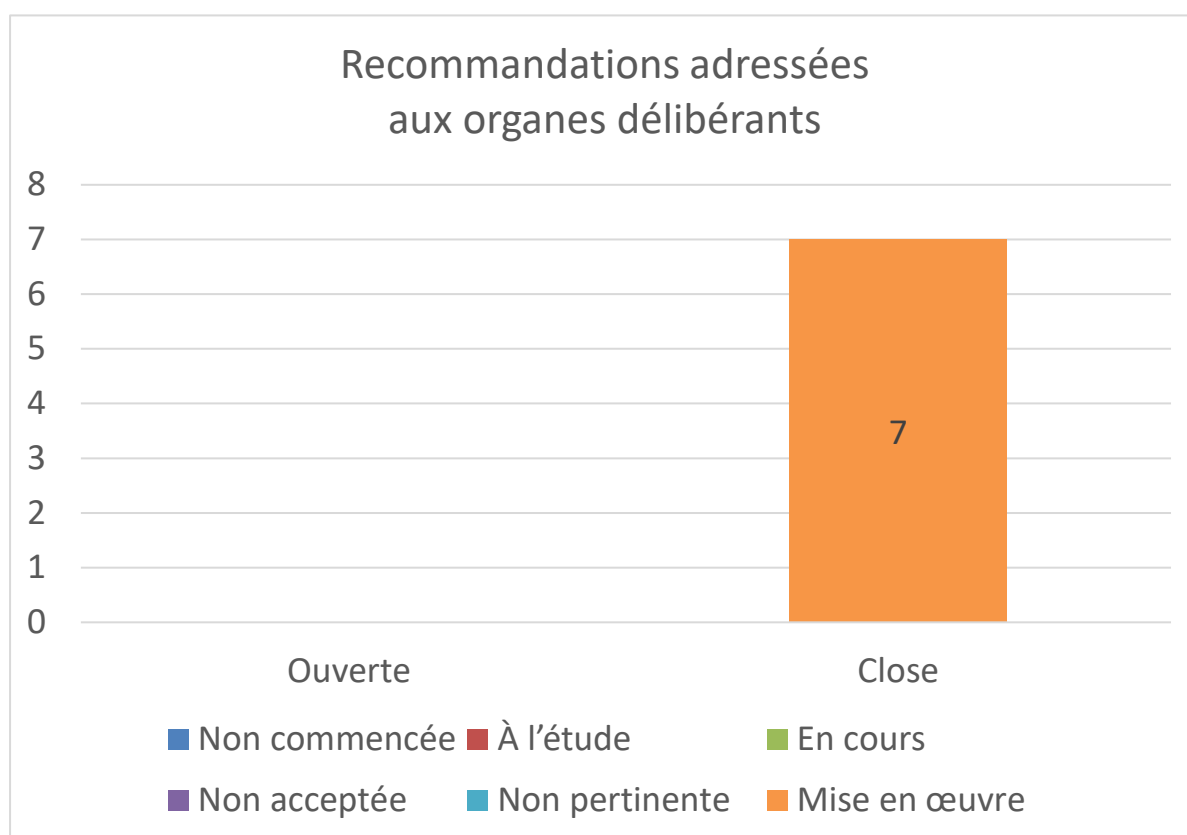
1. Ce document fait le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations adressées respectivement aux organes délibérants et au chef du Secrétariat de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) à l'issue des examens menés par le Corps commun d'inspection (CCI) au cours de la période comprise entre le 1^{er} janvier 2019 et le 28 février 2026. Toutes les recommandations datant d'avant le 1^{er} janvier 2019 ont été closes.
2. Dans l'annexe I figurent sept recommandations adressées aux organes délibérants des organismes du système des Nations Unies auxquelles l'OMPI doit donner suite et dont quatre sont nouvelles.
3. L'annexe II contient 37 recommandations adressées au chef du Secrétariat de l'OMPI et auxquelles le Secrétariat de l'OMPI doit donner suite et dont 25 sont nouvelles.
4. L'état de la situation en ce qui concerne l'acceptation ou la mise en œuvre des recommandations visées dans les annexes I et II tient compte des propositions et des évaluations émanant du Secrétariat, pour examen par les États membres.
5. Dans l'annexe III figure la liste des rapports du CCI intéressant l'OMPI au 28 février 2026, dont certaines recommandations sont encore à l'étude ou en cours de mise en œuvre. Des liens vers les rapports concernés du CCI sont également fournis dans les annexes I et II.

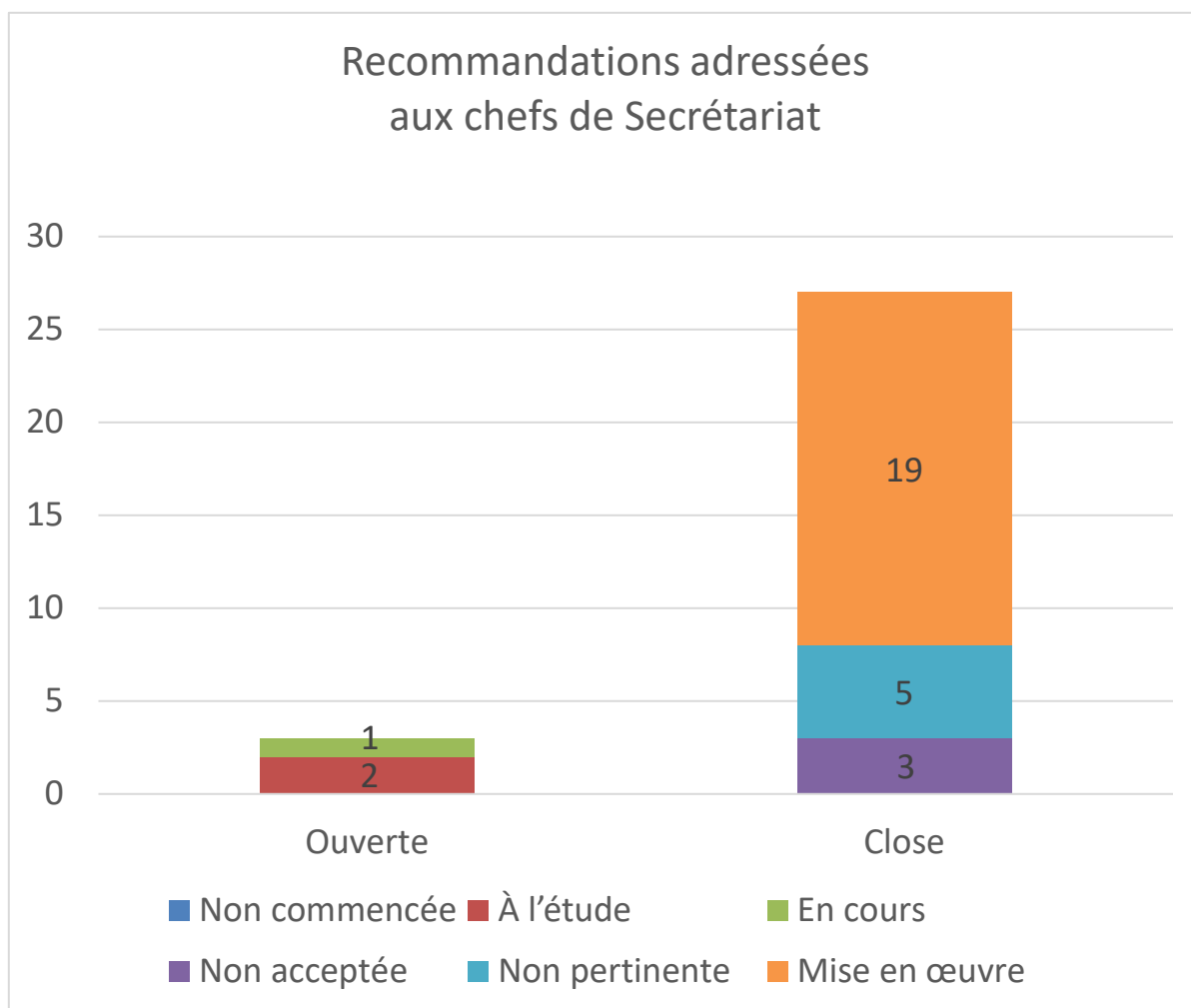
II. État d'avancement de la mise en œuvre

6. Depuis le dernier rapport présenté aux États membres (WO/PBC/38/2), cinq nouveaux examens intéressant l'OMPI ont été publiés. Les détails de ces examens sont donnés à l'annexe I, section A et à l'annexe II, sections A.

7. Le Secrétariat poursuit ses activités visant à faciliter et à coordonner, en temps opportun, les réponses aux questionnaires, aux enquêtes et aux entretiens du CCI dans le cadre des examens en cours et des nouveaux examens. Au 28 février 2026, sous réserve de l'approbation par les États membres des recommandations figurant dans le présent rapport, trois recommandations adressées au chef du Secrétariat de l'OMPI demeurent en suspens. Toutes les autres recommandations ont été classées (mises en œuvre, considérées comme n'intéressant pas l'OMPI ou non acceptées) (voir ci-dessous le Tableau de bord récapitulatif du CCI).

Tableau de bord récapitulatif du CCI





8. Les examens prévus dans le programme de travail 2025 du CCI qui n'avaient pas encore été publiés au 28 février 2026 sont répertoriés ci-dessous dans le tableau 1.

Tableau 1 : Examens du CCI intéressant l'OMPI en 2026

Référence	Titre du rapport	Année du programme de travail
A480	Examen de la fonction de planification stratégique dans les entités des Nations Unies	2025
A481	Examen des politiques et pratiques de recrutement dans les entités des Nations Unies	2025
A483	Examen des dispositions relatives aux voyages en vigueur dans les entités des Nations Unies	2025
A484	Examen des dispositifs de gouvernance des données dans les entités des Nations Unies	2025
A485	Examen de la fonction d'évaluation décentralisée dans les entités des Nations Unies	2025
A487	Examen des mécanismes d'intervention d'urgence dans les entités des Nations Unies	2025

III. Décision

9. Le paragraphe de décision ci-après est proposé.

10. *Le Comité du programme et budget (PBC)*

i) a pris note du présent rapport (document WO/PBC/40/5);

ii) a salué et approuvé l'évaluation du Secrétariat de l'état de la mise en œuvre des recommandations au titre de :

- JIU/REP/2025/6 (recommandations n^{os} 1, 2, 3, 8 et 9);*
- JIU/REP/2025/5 (recommandations n^{os} 3, 5, 6 et 7),*
- JIU/REP/2025/4 (recommandations n^{os} 2 et 3);*
- JIU/REP/2025/3 (recommandations n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7);*
- JIU/REP/2025/2 (recommandations n^{os} 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 12 et 13);*
- JIU/REP/2024/4 (recommandations n^{os} 2 et 3);*
- JIU/REP/2023/8 (recommandation n^o 1);*
- JIU/REP/2023/3 (recommandations n^{os} 1 et 2);*
- JIU/REP/2023/2 (recommandation n^o 5);*
- JIU/REP/2019/5 (recommandation n^o 1), énoncées dans le présent rapport; et*

iii) a invité le Secrétariat à proposer une évaluation des recommandations en suspens faites par le Corps commun d'inspection (CCI) aux fins de leur examen par les États membres.

[Les annexes suivent]

**RECOMMANDATIONS ADRESSEES PAR LE CCI AUX ORGANES DELIBERANTS
DES ORGANISATIONS PARTICIPANTES DU CCI – ÉTAT D'AVANCEMENT
AU 28 FEVRIER 2026**

A. RECOMMANDATIONS ISSUES DES EXAMENS MENÉS PAR LE CCI EN 2025

Ce rapport a été publié par le CCI le 26 novembre 2025. Cette recommandation est donc nouvelle dans le cadre du présent rapport.

JIU/REP/2025/4



Examen des politiques et pratiques servant à l'établissement des taux de l'appui aux programmes dans les entités des Nations Unies (analyse comparative)

Recommandation n° 3 :

Les organes délibérants et les organes directeurs des entités ayant approuvé le statut du CCI qui ne l'ont pas encore fait devraient demander aux chefs de secrétariat de présenter des propositions d'ici à la fin de 2028 visant à incorporer dans leurs coûts d'appui aux programmes ou dans leurs politiques de recouvrement des coûts, voire dans les deux, une définition claire des coûts directs et indirects (y compris une description détaillée des éléments composant chaque catégorie), à y ajouter une référence expresse aux dispositions énoncées dans le règlement financier et les règles de gestion financière et, le cas échéant, à indiquer tout tarif préférentiel ou réduit existant.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Fonctionnaire responsable : contrôleur adjoint/contrôleuse adjointe et directeur/directrice de la Division de la planification, du budget et de la gestion des risques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

La politique de l'OMPI en matière de contributions volontaires (fonds fiduciaires) (document WO/PBC/31/11,

https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/wo_pbc_31/wo_pbc_31_11.pdf) comprend une analyse des coûts d'appui aux programmes, ainsi qu'une définition et un aperçu des services fournis par l'OMPI, qu'ils soient "spécifiques" (directs) ou "partagés" (indirects), selon leur nature. Les dispositions relatives aux fonds fiduciaires (contributions volontaires) sont précisées plus avant dans le Règlement financier et le règlement d'exécution du règlement financier.

Ce rapport a été publié par le CCI le 4 novembre 2025. Cette recommandation est donc nouvelle dans le cadre du présent rapport.

JIU/REP/2025/3



Examen des évaluations des entités des Nations Unies conduites par les donateurs, ainsi que des autres demandes faites par eux à des fins de contrôle dans le cadre d'accords de financement, à la lumière du principe de l'audit unique

Recommandation n° 7 :

Les organes directeurs et les organes délibérants des entités ayant accepté le statut du CCI sont encouragés à affirmer une nouvelle fois que les négociations avec les donateurs doivent être guidées par l'intérêt des entités, dans le respect du cadre juridique en vigueur et des principes généraux d'efficacité, d'efficience, de transparence et de responsabilité dans l'utilisation des fonds versées par les donateurs. Ils sont en outre invités à demander à tous les donateurs de :

- a) respecter pleinement l'autonomie et l'indépendance des organisations internationales ainsi que leurs privilèges et immunités; b) s'abstenir d'exercer toute influence indue en posant des conditions en matière de contrôle ou de communication de l'information qui soient incompatibles avec les principes d'autonomie et d'indépendance de l'entité ou susceptibles de porter atteinte à l'intégrité, à l'efficacité, à l'objectivité et à l'indépendance des mécanismes de contrôle interne; c) accorder toute l'attention voulue aux mécanismes d'assurances normalement prévus approuvés par eux; d) examiner soigneusement s'il est nécessaire de prévoir des exigences supplémentaires et spécifiques en matière de communication de l'information et de contrôle, en examinant également avec soin leurs incidences financières.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Précédemment "évaluation
non commencée"

Fonctionnaire responsable : contrôleur adjoint/contrôleuse adjointe et directeur/directrice de la Division de la planification, du budget et de la gestion des risques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Toutes les contributions volontaires versées à l'OMPI contribuent à la réalisation des résultats escomptés de l'Organisation. Les programmes de travail garantissent ce principe en permettant aux secteurs de veiller à ce que toutes les activités financées par des donateurs contribuent aux initiatives relevant du budget ordinaire ou les complètent. Tous les protocoles d'accord de l'OMPI confirment les privilèges et immunités de l'OMPI en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies et respectent le principe de l'audit unique. Les rapports portant sur les initiatives financées par des contributions volontaires (rapport sur la situation des fonds fiduciaires) sont standardisés et font partie intégrante des rapports sur la performance de l'OMPI.

Ce rapport a été publié par le CCI le 26 août 2025. Toutes les recommandations sont donc nouvelles dans le contexte du présent rapport.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 3 :

Au début de l'année 2028, les organes délibérants et/ou les organes directeurs des organisations du système des Nations Unies devraient demander aux chefs de secrétariat de leurs organisations respectives une mise à jour concernant les progrès réalisés dans la révision des politiques relatives à l'exploitation, aux atteintes et au harcèlement sexuels, ainsi que des procédures de gestion du changement connexes.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du Département de la gestion des ressources humaines (DGRH)

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Cette recommandation a déjà été mise en œuvre au sein de l'OMPI via le Rapport annuel du Directeur général/de la Directrice générale sur l'administration de la justice, disponible sur le site Web public de l'OMPI.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 13 :

D'ici à la fin de 2026, les organes délibérants et/ou les organes directeurs devraient demander aux chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies d'établir un rapport annuel sur toutes les mesures disciplinaires prises contre les membres de leur personnel coupables d'inconduite sexuelle, en précisant le type d'inconduite, si les intéressés ont été ajoutés à la base de données ClearCheck, regroupant les dossiers d'inconduite sexuelle, toute assistance fournie aux victimes et le nombre des renvois au pénal devant les autorités nationales compétentes.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Cette recommandation a déjà été mise en œuvre au sein de l'OMPI via le Rapport annuel du Directeur général/de la Directrice générale sur l'administration de la justice, disponible sur le site Web public de l'OMPI. Ce rapport annuel répertorie toutes les mesures disciplinaires prises à l'encontre de membres du personnel de l'OMPI pour inconduite, y compris, le cas échéant, pour inconduite sexuelle.

B. RECOMMANDATIONS ISSUES DES EXAMENS MENÉS PAR LE CCI EN 2023

JIU/REP/2023/3



Examen des dispositifs d'application du principe de responsabilité dans les organisations du système des Nations Unies

Recommandation n° 1 :

Les organes délibérants ou directeurs des entités des Nations Unies devraient demander à leur chef de secrétariat d'évaluer le dispositif d'application du principe de responsabilité de leur entité au regard du dispositif de référence actualisé établi par le CCI et d'ajuster, s'il y a lieu, leur dispositif d'ici à la fin de 2024.

Précédemment "En cours de mise en œuvre"

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : contrôleur adjoint/contrôleuse adjointe et directeur/directrice de la Division de la planification, du budget et de la gestion des risques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Une évaluation du cadre de responsabilisation de l'OMPI au regard du dispositif de référence actualisé établi par le CCI en matière d'application du principe de responsabilité a été effectuée et une mise à jour du document de 2019 portant sur le cadre de responsabilisation doit être présentée à la quarantième session du Comité du programme et budget en 2026.

JIU/REP/2023/3



Examen des dispositifs d'application du principe de responsabilité dans les organisations du système des Nations Unies

Recommandation n° 2 :

À partir de 2025, les organes délibérants ou directeurs des entités des Nations Unies devraient veiller à ce que, dans un délai raisonnable, les activités des bureaux du contrôle interne soient planifiées de sorte à couvrir tous les aspects du dispositif d'application du principe de responsabilité de leur entité ou, si certains aspects ne sont pas couverts, à ce que soient fournis les motifs de cette couverture incomplète.

Précédemment "À l'étude"

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice de la Division de la supervision interne (DSI)

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la Division de la supervision interne (DSI) a commencé à tester la conception, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles effectués par l'Organisation découlant des principales dispositions du Règlement financier et de son règlement d'exécution ainsi que du Statut et Règlement du personnel.

Avec effet à compter de l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, la DSI formulera un avis indépendant officiel sur la gouvernance, la gestion des risques et les contrôles internes de l'OMPI qui viendra compléter la Déclaration sur le contrôle interne établie par le Directeur général.

En outre, la DSI poursuivra l'exécution de son programme annuel de supervision fondé sur les risques, en travaillant étroitement, selon les besoins, avec d'autres prestataires de services d'assurance comme les vérificateurs externes des comptes. Conjugués aux tests annuels des contrôles clés effectués par la DSI, ces efforts garantissent une couverture exhaustive du cadre de responsabilisation de l'Organisation.

Lors de son examen de la gouvernance opérationnelle de l'OMPI (mission de la DSI : IA-2025-06.A2, mai 2025), la DSI a comparé les éléments du cadre de responsabilisation de l'OMPI avec les processus existants et n'a identifié aucune lacune ni aucun écart significatif.

JIU/REP/2023/2

Examen des mécanismes internes de recours précontentieux ouverts au personnel des entités des Nations Unies



Recommandation n° 5 :

Les organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies devraient demander aux chefs de secrétariat qui ne l'ont pas encore fait de leur faire rapport annuellement, à partir de 2025, sur le fonctionnement de leurs mécanismes internes de recours à caractère formel, y compris les mécanismes spécialisés. Les rapports devraient donner des précisions, ventilées selon les types de procédures, sur le nombre, la matière et l'issue des recours, en incluant des informations sur les cas déclarés irrecevables, les caractéristiques démographiques des demandeurs et demandeuses, et la confirmation ou la révision des décisions contestées.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre 

Précédemment "En cours de mise en œuvre"

Fonctionnaire responsable : conseiller/conseillère juridique

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Le "Rapport annuel du Directeur général/de la Directrice générale sur l'administration de la justice" et le "Rapport annuel du Comité d'appel de l'OMPI" pour l'année 2024 ont été mis à la disposition des États membres en juillet 2025.

[L'annexe II suit]

RECOMMANDATIONS ADRESSÉES PAR LE CCI AUX CHEFS DE SECRÉTARIAT DES ORGANISATIONS PARTICIPANTES – ÉTAT D'AVANCEMENT AU 28 FÉVRIER 2026

A. RECOMMANDATIONS ISSUES DES EXAMENS MENÉS PAR LE CCI EN 2025

Ce rapport a été publié par le CCI le 9 décembre 2025. Toutes les recommandations sont donc nouvelles dans le contexte du présent rapport.

JIU/REP/2025/6



Examen des Services de santé dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 1 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui disposent de leurs propres Services de santé et qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2027, revoir la fonction santé des entités et veiller à ce que celle-ci intègre effectivement les sous-fonctions pertinentes liées à la santé afin d'obtenir les meilleurs résultats en matière de santé pour le personnel des entités qu'ils dirigent.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

La structure des effectifs du Service médical de l'OMPI a été révisée, ce qui a donné lieu à la création de deux postes supplémentaires en plus du poste d'infirmière existant. La nouvelle structure comprend un conseiller médical principal, une infirmière du travail et un agent d'appui administratif. Le conseiller médical principal (P5) gère les dossiers et assure une prise en charge prospective des affections de longue durée. Le conseiller/la conseillère du personnel rend compte au chef des services des opérations relatives aux ressources humaines et au conseiller médical principal (supervision matricielle). Le bureau du conseiller/de la conseillère du personnel est situé à proximité du Service médical afin de garantir une coopération étroite. La nouvelle structure a permis de définir plus clairement les rôles et responsabilités respectifs des ressources humaines, du Service médical et du conseiller/de la conseillère du personnel dans divers processus, tels que le retour au travail après une maladie de longue durée, ainsi que la gestion du télétravail exceptionnel pour des raisons médicales, etc. Compte tenu de la taille de l'organisation, qui ne nécessite pas de conseiller/conseillère à temps plein, outre ses fonctions de conseil, le conseiller/la conseillère du personnel de l'OMPI dispense également des services d'assistance sociale au personnel et agit en tant qu'expert en la matière au niveau institutionnel dans le domaine de la santé mentale et du bien-être. Dans l'ensemble, ce changement structurel a permis une coordination plus régulière, plus efficace et plus rationnelle tant de la gestion des cas individuels que des questions plus générales de santé et de sécurité au travail avec les autres services relevant du directeur des ressources humaines.

JIU/REP/2025/6



Examen des Services de santé dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 2 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui disposent de leurs propres Services de santé et qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2027, revoir les modalités institutionnelles de la fonction en termes de rattachements hiérarchiques, afin d'attribuer le degré d'autonomie nécessaire à la bonne gestion et à la supervision de la fonction et de garantir la confidentialité des services médicaux et de bien-être psychosocial.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Le Service médical relève du Département de la gestion des ressources humaines de l'OMPI et le conseiller médical rend compte directement au directeur des ressources humaines, mais jouit d'une indépendance fonctionnelle pour toutes les questions médicales. La hiérarchie et les responsabilités sont clairement définies. Par ailleurs, notre stratégie en matière de santé et de sécurité au travail s'aligne sur les objectifs généraux de l'organisation. Le DGRH contribue à intégrer les objectifs de santé et de sécurité au travail aux stratégies opérationnelles, créant ainsi une approche cohérente du bien-être des employés, dans l'intérêt tant de l'organisation que de ses employés.

JIU/REP/2025/6



Examen des Services de santé dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 3 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui disposent de leurs propres Services de santé et qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2027, examiner et publier des documents administratifs définissant clairement l'objectif principal, les attributions et les activités de base de leurs Services de santé, y compris les aspects pertinents de la santé et de la sécurité au travail.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Un cadre propre à l'OMPI en matière de santé et de sécurité au travail a été élaboré et approuvé par le Directeur général fin 2024, qui comprend une structure de gouvernance remaniée, à savoir un Conseil consultatif bénéficiant de l'appui d'un comité opérationnel. Il s'agit d'un cadre global qui définit une approche plus holistique, notamment en matière de santé mentale et de bien-être.

JIU/REP/2025/6



Examen des Services de santé dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 8 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2027, intégrer les risques sanitaires et professionnels dans leurs processus de gestion globale des risques afin de détecter et d'atténuer ces risques à différents niveaux opérationnels.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Le système de gestion des risques de l'OMPI comporte un volet consacré aux risques liés à la santé et à la sécurité au travail, y compris les risques psychosociaux, ainsi que des mesures de contrôle et des stratégies d'atténuation. Au cours de l'exercice biennal 2026-2027, une évaluation des risques liés à la santé et à la sécurité au travail permettra d'affiner la connaissance de ces risques et les mesures à prendre.

JIU/REP/2025/6



Examen des Services de santé dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 9 :

Dès 2027, les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient prendre des mesures individuelles ou collectives, en concertation avec les chefs de secrétariat des autres organismes membres du Conseil des chefs de secrétariat, de préférence dans le cadre des mécanismes de coordination interentités de ce dernier, pour étudier, deux fois par an, les conditions permettant la création d'un réseau technique sur la santé du Comité de haut niveau sur la gestion, sur la base d'une demande formulée par le Réseau des directeurs et directrices des services médicaux des entités des Nations Unies, afin qu'il fournisse des conseils stratégiques sur l'évolution de la situation sanitaire et assure un leadership interentités sur les questions de gestion liées à la santé.

Acceptation : non pertinente (ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI)

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice : Il sera donné suite à cette recommandation par l'intermédiaire des mécanismes interinstitutions.

Ce rapport a été publié par le CCI le 9 décembre 2025. Toutes les recommandations sont donc nouvelles dans le contexte du présent rapport.

JIU/REP/2025/5



Examen de la fonction d'ombudsman et des services de médiation dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 3 :

Les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2027, fixer une durée minimale de quatre ans pour les mandats renouvelables et une durée maximale de sept ans pour les mandats non renouvelables pour les chefs de la fonction d'ombudsman et de médiation, et restreindre les possibilités de rengagement au sein de la même organisation à la fin du mandat.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

L'OMPI a conclu un accord avec le Secrétariat des Nations Unies, par l'intermédiaire du Bureau des services d'ombudsman et de médiation, en vertu duquel un médiateur est affecté à l'OMPI. L'accord précise qu'au terme de son mandat, le médiateur ne peut prétendre à un nouvel emploi à l'OMPI. L'accord à proprement parler est conclu pour une durée d'un an à compter de l'entrée en fonction du médiateur (qui a eu lieu le 1^{er} janvier 2026). Toute prolongation de l'accord pour une durée supplémentaire tiendra compte de la recommandation relative à la limitation de la durée du mandat.

JIU/REP/2025/5



Examen de la fonction d'ombudsman et des services de médiation dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 5 :

Les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient veiller à ce que, d'ici à la fin de 2027, les rapports annuels établis par la fonction d'ombudsman et de médiation soient présentés aux organes directeurs ou délibérants afin de renforcer la transparence et la responsabilité.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Fonctionnaire responsable : médiatrice de l'OMPI

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Conformément à son mandat, l'Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS) présente son rapport annuel au PBC et à l'Assemblée générale, un rapport qui rend compte des réunions qui se sont tenues entre l'OCIS et le médiateur à chacune de leurs sessions. Le rapport d'activité annuel du médiateur peut être consulté sur le site Web de l'OMPI.

<https://www.wipo.int/fr/web/about-wipo/activities-by-unit/details?id=1039>.

JIU/REP/2025/5



Examen de la fonction d'ombudsman et des services de médiation dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 6 :

Les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2027, rendre publics les rapports annuels établis par la fonction d'ombudsman et de médiation afin de renforcer la transparence et la responsabilisation et de faire mieux connaître cette fonction.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : médiatrice de l'OMPI

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Le rapport d'activité annuel du médiateur est à la disposition du public sur le site Web de l'OMPI (<https://www.wipo.int/fr/web/about-wipo/activities-by-unit/details?id=1039>).

JIU/REP/2025/5



Examen de la fonction d'ombudsman et des services de médiation dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 7 :

Les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies devraient examiner régulièrement les ressources humaines et financières allouées à la fonction d'ombudsman et de médiation afin de veiller à ce que celle-ci ait les moyens suffisants de remplir son mandat. Cet examen devrait tenir compte de la dispersion géographique des effectifs, de la diversité linguistique et de l'éventail complet des responsabilités.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

L'OMPI a réexaminé les ressources humaines et financières allouées à sa fonction d'ombudsman et de médiation et a conclu un accord avec le Secrétariat des Nations Unies, par l'intermédiaire du Bureau des services d'ombudsman et de médiation, en vue de la prestation de services d'ombudsman et de médiation. L'OMPI veille à ce que la fonction d'ombudsman et de médiation dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat.

Ce rapport a été publié par le CCI le 26 novembre 2025. Cette recommandation est donc nouvelle dans le cadre du présent rapport.

JIU/REP/2025/4



Examen des politiques et pratiques servant à l'établissement des taux de l'appui aux programmes dans les entités des Nations Unies (analyse comparative)

Recommandation n° 2 :

Les chefs de secrétariat des entités ayant accepté le statut du CCI qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2027, publier les documents de politique générale relatifs aux coûts d'appui aux programmes (et au recouvrement des coûts en général) sur leur site Web.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : contrôleur adjoint/contrôleuse adjointe et directeur/directrice de la Division de la planification, du budget et de la gestion des risques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

La politique de l'OMPI en matière de contributions volontaires (fonds fiduciaires)
(document WO/PBC/31/11

https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/wo_pbc_31/wo_pbc_31_11.pdf) comprend une analyse des coûts d'appui aux programmes, ainsi qu'une définition et un aperçu des services fournis par l'OMPI, qu'ils soient "spécifiques" (directs) ou "partagés" (indirects) selon leur nature. Les dispositions relatives aux fonds fiduciaires (contributions volontaires) sont précisées plus avant dans le Règlement financier et son règlement d'exécution.

Ce rapport a été publié par le CCI le 4 novembre 2025. Toutes les recommandations sont donc nouvelles dans le contexte du présent rapport.

JIU/REP/2025/3



Examen des évaluations des entités des Nations Unies conduites par les donateurs, ainsi que des autres demandes faites par eux à des fins de contrôle dans le cadre d'accords de financement, à la lumière du principe de l'audit unique

Recommandation n° 1 :

D'ici à la fin de 2027, les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient, selon qu'il convient, faire connaître à tous les moyens d'accéder à leurs principaux textes et règlements, ainsi qu'à leurs chartes, politiques et rapports de contrôle interne, afin de permettre aux parties prenantes de les consulter et d'en faire l'analyse plus facilement. Les entités des Nations Unies devraient en outre envisager de créer une page Web commune qui servirait de passerelle vers ces informations publiques.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : contrôleur adjoint/contrôleuse adjointe et directeur/directrice de la Division de la planification, du budget et de la gestion des risques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

L'OMPI publie son Règlement financier et le règlement d'exécution du règlement financier, le Statut et Règlement du personnel, la Charte de la supervision interne et les politiques approuvées par l'organe directeur ainsi que les principaux rapports sur son site Web. Toute page Web commune renvoyant à ces informations ne relève pas de la compétence exclusive de l'OMPI.

JIU/REP/2025/3



Examen des évaluations des entités des Nations Unies conduites par les donateurs, ainsi que des autres demandes faites par eux à des fins de contrôle dans le cadre d'accords de financement, à la lumière du principe de l'audit unique

Recommandation n° 2 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient veiller à ce que, d'ici à la fin de 2027, il soit fait mention, dans tous les nouveaux accords de financement, des assurances données aux donateurs dans le cadre des activités de contrôle interne, de gestion des risques, de conformité et de suivi des programmes ou de toute autre activité connexe menées par leur entité, étant précisés le niveau et le type des assurances fournies, ou qu'il soit indiqué dans ces accords comment accéder aux informations publiques rendant compte de ces mécanismes d'assurances.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : contrôleur adjoint/contrôleuse adjointe et directeur/directrice de la Division de la planification, du budget et de la gestion des risques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Il découle de la Politique de l'OMPI en matière de gestion des contributions financières volontaires, des dons et des donations et de la procédure opérationnelle standard correspondante que l'acceptation d'une contribution garantit au donateur l'assurance de l'existence d'un cadre politique bien établi pour la planification, la gestion et la reddition de comptes concernant les fonds fiduciaires.

JIU/REP/2025/3



Examen des évaluations des entités des Nations Unies conduites par les donateurs, ainsi que des autres demandes faites par eux à des fins de contrôle dans le cadre d'accords de financement, à la lumière du principe de l'audit unique

Recommandation n° 3 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient commencer, d'ici à la fin de 2027, à rendre compte régulièrement à leur organe directeur ou à leur organe délibérant des principales exigences en matière de communication de l'information, de suivi et d'application du principe de responsabilité dont sont assorties les contributions volontaires aux ressources autres que les ressources de base, ainsi que des modalités contractuelles de prise en charge des coûts générés par les activités de communication de l'information et de suivi et des activités connexes convenues avec les donateurs.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : contrôleur adjoint/contrôleuse adjointe et directeur/directrice de la Division de la planification, du budget et de la gestion des risques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

L'OMPI utilise une méthode de rapport standardisée pour toutes les contributions volontaires (fonds fiduciaires), telle que décrite dans chaque protocole d'accord, et n'assume aucune responsabilité supplémentaire en matière de rapport ou de suivi à cet égard. Conformément au principe de l'audit unique, le vérificateur externe des comptes de l'OMPI conserve le droit exclusif de procéder à l'audit externe de tous les comptes de l'OMPI. Les rapports financiers et sur les performances sont communiqués à tous les États membres dans le cadre du Rapport sur la performance de l'OMPI. Les conditions de suivi et de responsabilité liées aux contributions volontaires hors budget ordinaire sont donc celles qui figurent dans les rapports standardisés du rapport sur la performance de l'OMPI.

JIU/REP/2025/3



Examen des évaluations des entités des Nations Unies conduites par les donateurs, ainsi que des autres demandes faites par eux à des fins de contrôle dans le cadre d'accords de financement, à la lumière du principe de l'audit unique

Recommandation n° 4 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient veiller à ce que, d'ici à la fin de 2026, les directives internes régissant la négociation des contributions volontaires leur fassent obligation, s'il y a lieu et dans le respect du règlement financier et des règles de gestion financière en vigueur, d'obtenir au préalable l'accord de l'autorité, de l'instance ou de l'organe compétent avant d'accepter toute exception au recouvrement intégral des coûts des activités de communication de l'information, de suivi et d'application du principe de responsabilité menées à la demande des donateurs.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Fonctionnaire responsable : contrôleur adjoint/contrôleuse adjointe et directeur/directrice de la Division de la planification, du budget et de la gestion des risques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

La Politique de l'OMPI en matière de gestion des contributions financières volontaires, des dons et des donations précise qu'il incombe au contrôleur ou à la contrôleuse de veiller à ce que des coûts d'appui appropriés soient prélevés sur les contributions volontaires et à ce que l'OMPI n'impose pas de conditions particulières pour les activités de rapports, de suivi et de reddition de compte aux donateurs. Les directives relatives à l'acceptation de nouvelles contributions financières volontaires versées à des fonds fiduciaires existants prévoient l'obligation de prélever des coûts d'appui aux programmes appropriés.

JIU/REP/2025/3



Examen des évaluations des entités des Nations Unies conduites par les donateurs, ainsi que des autres demandes faites par eux à des fins de contrôle dans le cadre d'accords de financement, à la lumière du principe de l'audit unique

Recommandation n° 5 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient veiller à ce que, d'ici à la fin de 2027, les politiques internes précisent clairement quelles informations liées aux enquêtes peuvent être communiquées aux donateurs ou à leurs enquêteurs, en faisant connaître notamment les restrictions relatives à la divulgation d'informations sensibles ou protégées, comme les données touchant à la vie privée, à la protection des témoins et des lanceurs d'alerte ou à la présomption d'innocence.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Fonctionnaire responsable : conseiller/conseillère juridique

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Le principe de l'audit unique et celui de l'inviolabilité des locaux et des documents de l'OMPI limitent de fait les informations issues des enquêtes susceptibles d'être communiquées aux donateurs ou à leurs enquêteurs, et la politique de protection des données de l'OMPI restreint le partage d'informations sensibles ou protégées. La Politique de protection contre les représailles en raison du signalement d'une faute ou de la collaboration à des audits ou enquêtes dûment autorisés garantit la protection des témoins et des lanceurs d'alerte tandis que le système d'administration de la justice de l'OMPI garantit la présomption d'innocence.

JIU/REP/2025/3



Examen des évaluations des entités des Nations Unies conduites par les donateurs, ainsi que des autres demandes faites par eux à des fins de contrôle dans le cadre d'accords de financement, à la lumière du principe de l'audit unique

Recommandation n° 6 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient, d'ici à la fin de 2027, veiller à ce que, dans les nouveaux accords de financement, il soit rappelé que les États membres ont l'obligation de coopérer de bonne foi avec l'entité visée et notamment de respecter son indépendance et de s'abstenir d'exercer toute influence indue. À cette fin, les projets d'accord devraient être passés en revue par les services juridiques, en particulier lorsqu'ils recourent à des libellés nouveaux ou non conventionnels ou lorsque les négociations sont particulièrement complexes.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Fonctionnaire responsable : conseiller/conseillère juridique

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Le Bureau du conseiller/de la conseillère juridique examine systématiquement tous les accords de financement volontaire, quelle que soit leur langue ou leur complexité, afin de s'assurer de leur exhaustivité et de leur conformité juridique. Le principe de l'audit unique et le principe d'inviolabilité des locaux et des documents de l'OMPI contribuent à préserver l'indépendance de l'organisation.

Ce rapport a été publié par le CCI le 26 août 2025. Toutes les recommandations sont donc nouvelles dans le contexte du présent rapport.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 1 :

Les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies devraient, d'ici à la fin de 2027, revoir leurs politiques respectives, leurs statuts et règlements du personnel et leurs normes de conduite pour s'assurer qu'ils incluent tous la question de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, qu'ils soient cohérents et qu'ils soutiennent les processus et les procédures disciplinaires.

Acceptation : à l'étude

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Cette recommandation demeure à l'étude, étant donné que les Normes de conduite révisées de la fonction publique internationale n'ont pas encore été intégrées au cadre juridique de l'OMPI.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 2 :

Les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies devraient, d'ici à la fin de 2027, revoir les politiques relatives à l'exploitation, aux atteintes et au harcèlement sexuels afin de couvrir plus largement l'inconduite sexuelle en se concentrant sur les comportements interdits du personnel, en affirmant les droits des victimes, en définissant la "tolérance zéro" et en intégrant les bonnes pratiques, telles que celles liées à la protection contre les représailles et aux utilisations inappropriées de la technologie.

Acceptation : non acceptée

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Cette recommandation ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI et devrait être traitée dans le cadre du mécanisme de coordination interinstitutions approprié, à savoir le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies (CCS). Une réorientation visant à combattre les inconduites sexuelles devrait faire l'objet d'une coordination entre les différentes entités des Nations Unies afin de garantir une approche cohérente et efficace. L'OMPI est prête à participer à ce processus, tout en soulignant que ses procédures internes en place sont solides et conformes aux pratiques et normes recommandées.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 4 :

D'ici à la fin de 2026, les chefs de secrétariat des organismes du système des Nations Unies devraient prendre des mesures individuelles et/ou collectives, en consultation avec les chefs de secrétariat d'autres organisations du CCS, de préférence dans le cadre des mécanismes interorganisations existants, pour agir et coordonner de manière globale les mesures prises afin de prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles et le harcèlement sexuel (inconduites sexuelles) et mettre au point une nouvelle stratégie qui s'appuie sur l'approche définie par le Secrétaire général dans son rapport de 2017 (A/71/818 et A/71/818/Corr.1), en mettant l'accent sur la prévention, la répression et l'intégration d'une approche axée sur les victimes.

Acceptation : non pertinente (ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI)

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Cette recommandation ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI et devrait être traitée dans le cadre du mécanisme de coordination interinstitutions approprié, à savoir le CCS.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 5 :

D'ici à la fin de 2026, les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies devraient prendre des mesures individuelles et/ou collectives, en consultation avec les chefs de secrétariat des autres organisations membres du CCS, de préférence dans le cadre des mécanismes de coordination interorganisations existants, pour créer un groupe de travail chargé d'examiner la cohérence et l'harmonisation des données relatives à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, y compris quelles sont les données communiquées et dans quel contexte, le moment où elles devraient être saisies et mises à jour, ainsi que la possibilité d'ajouter des champs de données et des fonctionnalités pour améliorer l'analyse, la transparence et l'intégrité des données relatives à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

Acceptation : non pertinente (ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI)

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Cette recommandation ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI et devrait être traitée dans le cadre du mécanisme de coordination interinstitutions approprié, à savoir le CCS. L'OMPI ne transmet pas de données relatives à l'exploitation et aux atteintes sexuelles par l'intermédiaire du mécanisme électronique "iReport" de suivi des exploitations et atteintes sexuelles.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 8 :

Au début de 2026, les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies devraient prendre des mesures individuelles et/ou collectives, en consultation avec les chefs de secrétariat d'autres organisations du CCS, de préférence dans le cadre de mécanismes interorganisations, pour assurer la cohérence et l'harmonisation à l'échelle du système des procédures ClearCheck, y compris en ce qui concerne l'enregistrement des individus, les procédures de suppression de noms, le contrôle des candidatures pour le personnel affilié, ainsi que l'extension potentielle de l'utilisation de l'outil à d'autres types de fautes professionnelles.

Acceptation : non pertinente (ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI)

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Cette recommandation ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI et devrait être traitée dans le cadre du mécanisme de coordination interinstitutions approprié, à savoir le CCS. Concernant l'élargissement de l'utilisation de la base de données ClearCheck, l'OMPI n'a pas encore adhéré à ClearCheck 2.0.

L'OMPI émet certaines réserves concernant la version 2.0 de ClearCheck, notamment quant à l'étendue des obligations de signalement et à la manière dont les organisations participantes appliqueraient ces nouveaux critères de manière cohérente.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 9 :

Les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies devraient, d'ici à la fin de 2026, procéder à une évaluation des mécanismes utilisés pour le contrôle et la vérification des antécédents d'inconduite sexuelle, notamment en identifiant les types de personnel à contrôler et en repérant les lacunes existantes, ainsi qu'en déterminant les risques qu'il y aurait à ne pas suivre les procédures de contrôle et de vérification des antécédents les plus rigoureuses.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

L'OMPI met déjà en œuvre cette recommandation grâce à une modification du processus de vérification des antécédents du personnel ainsi que des procédures opérationnelles standard correspondantes au sein du service des ressources humaines. Ce processus a été révisé afin de permettre le filtrage par ClearCheck de tous les candidats sélectionnés par le Directeur général, qu'ils aient ou non une expérience antérieure au sein des Nations Unies.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 10 :

D'ici à la fin de 2026, les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient intégrer l'exploitation et les atteintes sexuelles dans leurs processus de gestion des risques institutionnels afin d'identifier et d'atténuer les risques aux différentes strates opérationnelles, y compris les risques associés aux partenaires de réalisation et aux fournisseurs, afin d'éclairer leurs plans d'action relatifs à la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Acceptation : non acceptée

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Le registre des risques de l'OMPI comporte déjà une référence au harcèlement, notamment au harcèlement sexuel. L'OMPI est disposée à examiner l'idée d'ajouter un élément de risque lié à l'inconduite sexuelle, si une décision commune est prise sur ce point au niveau du système des Nations Unies.

Les conditions générales applicables aux contrats pour la fourniture de biens et de services comportent déjà une clause (29) portant spécifiquement sur les exploitations et atteintes sexuelles. En outre, la politique relative aux sanctions applicables aux fournisseurs mentionne l'interdiction des pratiques contraires à l'éthique.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 11 :

D'ici à la fin de 2026, les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies devraient évaluer : a) l'utilisation des placements en congé administratif sans solde; b) les critères d'application des mesures disciplinaires dans les cas d'inconduite sexuelle; c) le délai entre la fin d'une enquête et l'imposition de mesures disciplinaires; et d) les procédures mises en place pour informer les victimes des mesures prises.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : en cours de mise en œuvre

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

À la fin de 2026, l'OMPI procédera à une évaluation du recours aux placements en congé administratif sans solde, des critères d'application des mesures disciplinaires dans les cas d'inconduite sexuelle, du délai entre la fin d'une enquête et l'imposition de mesures disciplinaires et des procédures mises en place pour informer les victimes des mesures prises.

JIU/REP/2025/2



Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies

Recommandation n° 12 :

D'ici à la fin de 2028, les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies devraient prendre des mesures collectives, en consultation avec les chefs de secrétariat des autres membres du CCI, de préférence dans le cadre de mécanismes interorganisations, pour étudier la mise en place d'un mécanisme de financement commun destiné à aider les victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

Acceptation : non acceptée

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Le niveau actuel de risque lié à l'exploitation et l'atteinte sexuelle à l'OMPI n'est pas suffisant pour justifier la participation à un mécanisme de financement commun destiné à aider les victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

B. RECOMMANDATIONS ISSUES DES EXAMENS MENÉS PAR LE CCI EN 2024

JIU/REP/2024/4



Examen de la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle dans le système des Nations Unies

Recommandation n° 1 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui n'ont pas encore signé la Déclaration de reconnaissance mutuelle devraient le faire d'ici à la fin de 2026 afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et de favoriser la collaboration dans le système des Nations Unies.

Acceptation : à l'étude



Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : sous-directeur général/sous-directrice générale, Secteur administration, finances et gestion

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

L'OMPI appuie pleinement ce principe et applique cette approche dans ses opérations lorsque cela contribue à la réalisation de ses missions. L'OMPI collabore régulièrement avec d'autres agences des Nations Unies dans le cadre d'initiatives communes de passation de marchés et a intégré la reconnaissance mutuelle dans son modèle opérationnel.

*Aucun changement par rapport à la situation précédente.
Mise à jour de l'évaluation*

JIU/REP/2024/4



Examen de la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle dans le système des Nations Unies

Recommandation n° 2 :

Par l'intermédiaire du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient, d'ici à la fin de 2025, charger la communauté de pratique sur la reconnaissance mutuelle et le réseau de défenseurs de la reconnaissance mutuelle de coordonner les efforts déployés à l'échelle du système pour appliquer le principe de reconnaissance mutuelle et d'élaborer des directives opérationnelles exhaustives à cet effet à l'intention des entités signataires. Les directives devraient viser à renforcer l'application du principe de reconnaissance mutuelle dans les activités de base actuelles des entités.

Précédemment "À l'étude"

Acceptation : non pertinente (ne relève pas de la seule compétence de l'OMPI)

Mise en œuvre :

Fonctionnaire responsable : sous-directeur général/sous-directrice générale, Secteur administration, finances et gestion

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Il sera donné suite à cette recommandation par l'intermédiaire des mécanismes interinstitutions.

JIU/REP/2024/4



Examen de la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle dans le système des Nations Unies

Recommandation n° 3 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient, d'ici à la fin de 2029, saisir toutes les occasions de réviser les politiques et la réglementation existantes et d'intégrer explicitement le principe de reconnaissance mutuelle dans leurs cadres réglementaires afin de renforcer son importance pour l'harmonisation des différences interinstitutionnelles et de faciliter son application à plus grande échelle dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : sous-directeur général/sous-directrice générale, Secteur administration, finances et gestion

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

L'OMPI appuie pleinement ce principe et applique cette approche dans ses opérations lorsque cela contribue à la réalisation de ses missions. Les politiques de l'OMPI, telles que le Règlement financier et son règlement d'exécution, comportent des dispositions spécifiques en faveur d'une collaboration efficace et rationnelle avec le système des Nations Unies dans son ensemble au moyen de procédures et de services communs.

Précédemment "À l'étude"

C. RECOMMANDATIONS ISSUES DES EXAMENS MENÉS PAR LE CCI EN 2023

JIU/REP/2023/8



Examen de l'emploi de personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire et des modalités contractuelles s'y rapportant dans le système des Nations Unies

Recommandation n° 1 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient adopter, d'ici à la fin de 2025, le terme "personnel affilié" en tant que dénomination commune à l'échelle du système pour désigner toutes les catégories de titulaires de contrats non considérés comme des fonctionnaires, et incorporer cette dénomination dans leurs documents d'orientation respectifs d'ici à la fin de 2027.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre ☒

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice du DGRH

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

L'OMPI considère que l'objectif d'une dénomination unique à l'échelle du système des Nations Unies est trop contraignant, car elle couvre différentes modalités contractuelles associées à différents risques, à différentes contraintes et à différents types de relations contractuelles, qu'elles soient directes ou indirectes. Les modalités d'emploi de personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire diffèrent, parfois considérablement, d'une entité des Nations Unies à l'autre, et l'utilisation d'un terme unique finirait par estomper le large éventail de modalités contractuelles utilisées par les différentes organisations.

Depuis juin 2025, le classement des effectifs flexibles de l'OMPI comprend désormais la dénomination de "personnel affilié", qui englobe un certain nombre de relations contractuelles (traducteurs mensuels/réviseurs, jeunes experts, boursiers, stagiaires et prestataires individuels), c'est-à-dire des personnes engagées par l'OMPI pour effectuer un travail ou fournir des services pendant une période limitée ou qui sont liés à un projet particulier, et dont la relation contractuelle n'est pas régie par une lettre de nomination soumise aux dispositions du Statut et Règlement du personnel (comme indiqué dans le rapport du CCI).

Précédemment "À l'étude"

D. RECOMMANDATIONS DECOULANT DES EXAMENS MENES PAR LE CCI EN 2019

JIU/REP/2019/5



L'administration des services d'informatique en nuage dans le système des Nations Unies

Recommandation n° 1 :

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient veiller à ce que leur planification de la continuité des opérations comprenne des stratégies et des mesures visant à atténuer le risque que des fournisseurs de services informatiques en nuage soient dans l'incapacité de fournir les services contractuels.

Acceptation : acceptée

Mise en œuvre : mise en œuvre

Précédemment "En cours de mise en œuvre"

Fonctionnaire responsable : directeur/directrice des services informatiques

Évaluation de la direction ou du coordonnateur/de la coordinatrice :

Dans le cadre de la planification de la continuité de ses activités, l'OMPI a mis en place, au début de l'année 2026, une stratégie à plusieurs niveaux visant à atténuer ce risque. L'OMPI a conclu plusieurs contrats avec des fournisseurs de services informatiques en nuage pour ses besoins en matière de plateformes, d'infrastructures et de logiciels en tant que service, complétés par les installations en nuage privé des Nations Unies. Cette stratégie impliquant plusieurs fournisseurs a été renforcée en mettant l'accent sur la résilience dans la conception et la mise en œuvre de l'environnement des TIC de l'OMPI, notamment celui de ses applications, et en mettant régulièrement à jour les plans de continuité des activités et les plans d'urgence destinés à garantir que l'OMPI puisse continuer de fournir ses services les plus essentiels pendant et après une perturbation majeure.

[L'annexe III suit]

LISTE DES RAPPORTS EN VIGUEUR DU CCI INTÉRESSANT L'OMPI AU 28 FÉVRIER 2026¹

La présente annexe contient des liens vers les rapports en vigueur du CCI intéressant l'OMPI. Tous les rapports, les notes et les lettres d'observation du CCI sont disponibles sur le site Web du CCI.



RÉFÉRENCE	TITRE ET LIEN VERS LE RAPPORT DU CCI	RECOMMANDATIONS EN SUSPENS (OD et CS)	OBSERVATIONS DU CCS	AUTRES DOCUMENTS
JIU/REP/2025/2 	Examen des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les entités des Nations Unies	2 CS		Grandes lignes du rapport (en anglais)
JIU/REP/2024/4	Examen de la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle dans le système des Nations Unies	1 CS	A/80/263/Add.1	Grandes lignes du rapport (en anglais)

[Fin de l'annexe III et du document]

¹ Rapports du CCI contenant des recommandations restées en suspens, y compris celles qui figurent dans le présent rapport.